L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 10 SEPTEMBRE

LA POLITIQUE DE LA FRANCE. — On lit dans la *Patrie* :

Mr. le général de Cissey, ministre de la guerre, en ce moment à Connerville, vient de prononcer, à la suite de la messe commémorative célébrée dans l'église de cette localité pour le repos de l'âme des Français tombés sur le champ de bataille de Saint-Privat, une petite allocution qui renferme le meilleur programme de politique extérieure que le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon puisse se proposer d'appliquer.

Messieurs,

Je vous remercie de vous être joints à moi, dans la pieuse cérémonie qui vient d'avoir lieu, pour rendre un nouvel hommage à ceux qui ont versé leur sang pour la patrie dans la dernière guerre.

Il est bon de ne jamais oublier ceux qui ont succombé si héroïquement. Nous devons le faire non dans une pensée d'animosité et de vengeance, mais afin de nous souvenir que tous, nous devons être constamment préparés à les imiter, si notre pays était jamais attaqué. Je le dis avec intention, ce n'est qu'en vue du rôle d'attaqués et non d'attaquants que je parle ainsi.

Monsieur le maire, messieurs les conseillers municipaux, l'appel d'une classe va avoir lieu le mois prochain; elle va se conformer scrupuleusement aux prescriptions formelles d'un loi qu'a votée l'Assemblée nationale. Faites bien savoir votre population la véritable valeur de cet appel. Ascendant sous les drapeaux. Il n'est nullement question d'idées de guerre, mais d'une simple application de la loi.

Il faut que nos jeunes gens comprennent qu'il est nécessaire de remplir tous les devoirs que leur impose la nouvelle loi militaire, s'ils veulent être toujours en mesure d'apporter à la France, dans le cas où elle aurait à se défendre, le concours le plus efficace et le plus patriotique. Qu'ils se souviennent toujours que 1,700 Vosgiens qui ont, dans la dernière guerre, payé de leur vie leur dette à la patrie !

UNE LETTRE DE GOUNOD. — Nous lisons dans le *Messager Franco-Américain* :

Les fondateurs du conservatoire de musique américain ayant offert la place de directeur de cette institution à Charles Gounod, l'illustre auteur de *Faust* a adressé la lettre suivante à M. Millet, qui avait été chargé de lui transmettre cette offre.

1er août 1875.

Mon cher Millet,

J'ai reçu vos deux premières lettres et je reçois à l'instant la troisième; il m'a été impossible, je vous l'assure, d'avoir jusqu'ici un moment de libre pour vous répondre. C'est une véritable avalanche que ma correspondance et je ne cesse de maugréer contre le nombre de lettres qu'il me faut écrire chaque jour. Cela m'empêche de travailler; j'étais un musicien, me voilà transformé en correspondant.

J'en viens maintenant à l'objet même de votre lettre. J'ai rencontré récemment dans nos agréables réunions de fin d'année, à l'un des jurys d'examen dont j'avais l'honneur de faire partie, notre ami Gustave Chouquet, qui m'a dit devoir vous écrire, et j'ai eu la paresse de me décharger sur lui du soin de vous faire part verbalement de mon excuse et mon regret de ne pouvoir accepter l'offre que vous avez bien voulu me transmettre.

Si mon âge, ni l'état de maturité ne me permettent plus d'songer et d'entreprendre une œuvre aussi ardue que la fondation d'un conservatoire de musique. J'ai deux enfants, un fils de 26 ans et une fille de 15 ans; je ne puis me décider à les emporter ma famille en Amérique, ni à m'en séparer. De plus je ne me sens pas la capacité, je ne me sens pas la force nécessaires pour m'en aller là-bas diriger le rôle d'un administrateur et dépenser le peu d'année qu'il me reste à vivre dans des efforts dont je ne verrai pas le résultat et qui risque peut-être de n'être pour qu'à des mépriser et des déceptions. J'ai 57 ans maintenant et les nouvelles entreprises ne me tentent plus. J'en ai fini avec la vie de combat, et quoique j'ai été chez votre frère, je ne sois pas aussi né que je le crois, il ne me convient pas de me lancer encore dans les aventures.

Je veux finir mes jours dans la tranquille et modeste aisance que j'ai conquise au prix d'un labeur incessant et qui me rassure tout au moins sur le sort de mes enfants.

Je ne vous en suis pas moins reconnaissant de votre offre : je me suis même senti agréablement flatté que vous ayez pensé à moi pour devenir l'Atlas de ce Jefferson Monde que je trouve décidément trop pesant pour mes faibles épaules.

Si j'osais seulement prendre la liberté de vous donner un conseil, voici ce que je vous dirais : Pour un conservatoire américain choisissez un directeur américain, c'est ce que vous avez de mieux à faire.

Bien affectueusement à vous.

CHARLES GOUNOD.

—La discrète est au camp du bonapartisme.

L'*Ordre* embrasse Mr Jules Amignes et le *Pays* déclare que "jamais" pareil baiser ne souillera la moustache de Mr Paul de Cassagnac :

"Si j'empire, s'écrie le rédacteur en chef " du *Pays*, doviait entrer dans cette voie, " prenez Rossel et s'attendrir devant les " soldats de la Commune, ma foi, je sens " convaincu que je *plastrais la Pompire*, " et que je m'en irais ailleurs.... Je serais " navré d'une restauration impériale par " Belleville."

—Le secrétaire de la mairie de Maisay, canton de Châtillon-sur-Seine, le sieur L. C...., s'est rendu dans la sacristie de l'église, après avoir pris la singulière précaution de rédiger lui-même sur le registre de l'état civil son acte de décès. Il avait même mentionné l'heure de sa mort dans les termes suivants : "Décédé de une heure à une heure et demie du matin."

—La Monnaie a fait, depuis peu, une émission de pièces de fr. 20 d'un nouveau modèle.

Sur la face de la pièce est figuré un génie ailé, ayant à sa droite un faisceau de licteur, et à sa gauche un coq, Poisean gaulois. En exergue, on lit ces mots : "République française." Sur le revers, l'indication "20 francs" est inscrite dans une couronne de chêne.

Ces pièces causent quelque surprise dans le public, qui n'est pas encore familiarisé avec leur type.

—Une singulière anecdote racontée par M. Hubert Audebrand dans l'*Illustration* :

Aux environs de Decize, dans le Nivernais, il existe un vieux berger du nom de Lamiral. Ce brave homme a pour profession de garder dans les prés verts ces grands boufs de la race charolaise que Rosa Bonheur s'entend si bien à reproduire avec son pinceau. Célibataire, vivant dans une hutte, il vient d'apprendre qu'une succession vient de s'ouvrir en sa faveur à Dorck, en Transylvanie.

Mais, chose inouïe, le vieux berger aux bœufs refuse d'accepter la succession qui lui était échue, et qui, à son défaut, doit appartenir aux pauvres de Dorck. Il prétend ne pas vouloir des richesses d'un homme qui a fait mourir de chagrin son père et sa mère. Content de son sort, il ne veut pas en changer à soixante-douze ans et se donner à la fin de sa carrière des soucis et des embarras.

En 1830, à Nevers, vivait un autre Lamiral, le frère du berger. Celui-là était une assez mauvaise pièce. Après maintes fredaines qui ont abrégé la vie de ses parents, il avait quitté la province sans faire connaître le pays vers lequel il dirigeait ses pas. Il était allé tour à tour en Belgique, en Allemagne et en Hongrie. Comme il ne manquait ni de volonté ni d'intelligence, il entra en qualité de commis dans une maison importante de négoce, et, au bout de vingt ans, il devint l'associé de son patron. La fortune qu'il a laissée est évaluée à deux millions et demi.

Toutefois ses cousins n'envisagent pas la question sous ce même point de vue. Après avoir inutilement tâché d'ébranler la résolution du vieillard, ils se sont décidés à provoquer son interdiction. L'argument qu'ils invoquent à ce sujet est tout à fait dans l'esprit de notre temps.

—Est-ce qu'un homme qui refuse un héritage de deux millions et demi n'est pas fou à lier ?

L'INSCRIPTION DES ENFANTS DE FRANÇAIS NÉS A L'ÉTRANGER. — Le gouvernement a pensé qu'il y avait lieu de rendre générales les mesures déjà adoptées au point de vue de la loi du recrutement, et d'après lesquelles les Français nés en pays étranger, et dont les ascendants sont nés hors de France, ou en France, dans un lieu inconnu sont inscrits :

1o. Ceux qui résident en Angleterre, en Belgique, Suède et Norwége, Russie, tant le littoral de la mer Noire), Autriche, Hongrie (sauf le littoral de l'Adriatique et en Allemagne, *à la mairie du 6e arrondissement de Paris* ;

2o. Ceux qui résident en Suisse, *à la mairie de Besançon (Doubs)* ;

3o. Ceux qui résident en Moldo-Valachie, en Turquie, et généralement dans tous les pays d'Europe, d'Asie, ou d'Afrique (à l'exception toutefois de l'Espagne) qui sont baignés, soit par la Méditerranée, soit par des mers adjacentes, *à la mairie de Marseille* ;

4o. Ceux qui résident en Espagne, au Portugal, dans l'Amérique du Sud et sur les côtes occidentales et orientales de l'Afrique, *à la mairie de Bordeaux* ;

5o. Enfin, *à la mairie du Hâvre*, ceux qui résident dans l'Amérique du Nord.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

NOUVEAUX REGLEMENTS DE DOUANE.

Le secrétaire du Trésor a approuvé les nouveaux règlements que nous donnons plus bas, et qui sont relatifs à l'entrée des bagages des voyageurs arrivant de l'étranger aux Etats-Unis. Une circulaire à ce sujet va être adressée à tous les fonctionnaires de la douane dès qu'elle sera imprimée. Voici les règlements en question :

Département du Trésor,
Washington, 18 août 1875.

Conformément aux clauses de l'article 2,790 des Revised Statutes, les personnes arrivant aux Etats-Unis devront déclarer les objets de toilette et autres à leur usage personnel, les livres et les instruments relatifs à leur profession, les outils employés dans leur métier, et faire le serment prescrit par le dit article. La déclaration demandée pourra ne contenir qu'une description sommaire des "objets de toilette," des livres et instruments, etc., en indiquant toutefois la nature de l'occupation, de la profession ou du métier, pour lesquels ces livres, instruments, etc., sont employés.

Une déclaration particulière devra être faite également pour tous les articles ayant des droits à payer, s'il s'en trouve, dans les bagages d'un passager, et le serment prescrit par les articles 9 et 10 de la loi du 22 juin 1874 devra y être annexé. Cette déclaration spéciale devra changer article, ou quand il y aura plus d'un de la même espèce ou qualité, en donnera la quantité exacte, de façon qu'on puisse la vérifier promptement, et le "prix actuel sur le marché étranger" devra être inscrit dans la colonne destinée à cet objet, eu égard de chacun des articles.

Le taux ou le montant des droits à payer sera porté dans des colonnes spéciales par les employés de la douane.

Les inspecteurs de la douane veilleront à ce qu'une déclaration de bagages soit fait par chaque passager de cabine et enregistrée à la douane. Cette déclaration sera examinée dans les bureaux de l'inspecteur et contrôlée au moyen de la liste des passagers des steamers ayant d'être enregistrée. Si une déclaration manque, une enquête sera faite, et l'employé qui aura examiné les bagages sera responsable de la dite déclaration.

Dans aucun cas, il ne sera permis aux personnes non munies d'une autorisation de supprimer une déclaration de bagages lorsqu'elle aura été enregistrée.

Les collecteurs de la douane recevront des imprimés pour ces déclarations de bagages, et ils ont l'ordre de donner aux passagers toutes les facilités désirables pour se procurer les informations relatives aux exigences de la loi et aux règlements qui concernent l'entrée des bagages.

Dans ce but, un nombre suffisant d'imprimés sera délivré par l'inspecteur aux steamers partant des Etats-Unis pour l'Europe, pour servir aux déclarations des bagages des passagers à leur voyage de retour. Les officiers de ces steamers sont priés, en conséquence, de venir en aide au département pour faire exécuter la loi en remettant pendant la traversée à chaque passager un ou plusieurs de ces imprimés, selon que cela sera nécessaire, afin que les voyageurs aient amplement le temps de faire la déclaration requise, avant l'arrivée du navire au port.

Comme il est important que toutes les prescriptions relatives au paiement des droits sur les articles importés soient strictement observées, recommandation est faite aux employés de la douane de se conformer strictement et impartialement aux règlements mentionnés plus haut.

(Signé) C. F. BERNAM,
Secrétaire du Trésor par intérim.

LA CONSTITUTION FRANÇAISE.

Voici le texte complet de la Constitution républicaine que l'Assemblée a votée définitivement, le 25 février 1875, par 425 contre 254 :

I

LOI D'ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS

Art. 1er. Le pouvoir législatif s'exerce par deux Assemblées : la Chambre des députés et le Sénat.

La Chambre des députés est nommée par le suffrage universel, dans les conditions déterminées par la loi électorale.

La composition, le mode de nomination et les attributions du Sénat sont réglés par une loi spéciale.

Art. 2. Le président de la république est élu à la pluralité absolue des suffrages par le Sénat et par la Chambre des députés réunis en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible.

Art. 3. Le président de la république a l'initiative des lois, concurremment avec les membres des deux Chambres ; il promulgue les lois lorsqu'elles ont été votées par les deux Chambres ; il en surveille et assure l'exécution.

Il a le droit de faire grâce ; les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

Il dispose de la force armée.

Il nomme à tous les emplois civils et militaires.

Il préside aux solennités nationales ; les envoyés et les ambassadeurs des puissances étrangères sont accrédités auprès de lui.

Chacun des actes du président de la république doit être contre-signé par un ministre.

Art. 4. Au fur et à mesure des vacances, le président de la république nomme, en conseil des ministres, les conseillers d'Etat en service ordinaire.

Les conseillers d'Etat ainsi nommés ne peuvent être révoqués que par décision prise en conseil des ministres.

Les conseillers d'Etat nommés en vertu de la loi du 24 mai 1873 ne peuvent être révoqués que dans la forme déterminée par cette loi.

Après la séparation de l'Assemblée nationale, la révocation ne pourra être prononcée que par le Sénat.

Art. 5. Le président de la République peut, sur l'avis conforme du Sénat, dissoudre la Chambre des députés avant l'expiration de son mandat.

En ce cas, les collèges électoraux sont convoqués pour de nouvelles élections, dans le délai de trois mois.

Art. 6. Les ministres sont solidairement responsables devant les Chambres de la politique générale du gouvernement, et individuellement de leurs actes personnels.

Le président de la république n'est responsable que dans le cas de haute trahison.

Art. 7. En cas de vacance par décès ou par toutes autres causes, les deux Chambres procèdent immédiatement à la nomination du président de la république. Dans l'intervalle, le conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

Art. 8. Les Chambres auront le droit, par délibérations séparées, prises dans chacune à la majorité absolue des voix, soit spontanément soit sur la demande du président de la république, de déclarer qu'il y a lieu de reviser les lois constitutionnelles.

Après que chacune des deux Chambres aura pris cette résolution, elles se réuniront en Assemblée nationale pour procéder à la révision.

Les délibérations portant révision des lois constitutionnelles, en tout ou en partie, devront être prises à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale.

Toutefois, pendant la durée des pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 à M. le maréchal de Mac-Mahon, cette révision ne peut avoir lieu que sur la proposition du président de la république.

Art. 9. Le siége du pouvoir exécutif et des deux Chambres est à Versailles.

II

LOI SUR LE SÉNAT.

Art. 1er. Le Sénat se compose de trois cents membres :

Deux cent vingt-cinq élus par les départements et les colonies, et soixante-quinze élus par l'Assemblée nationale.

Art. 2. Les départements de la Seine et du Nord élisent chacun cinq sénateurs :

Seine-Inférieure, Pas-de-Calais, Gironde, Rhône, Finistère, Côtes-du-Nord, chacun quatre sénateurs.

Seine-Inférieure, Saône-et-Loire, Ille-et-Vilaine, Seine-et-Oise, Isère, Puy-de-Dôme, Somme, Bouches-du-Rhône, Aisne, Loire, Manche, Maine-et-Loire, Morbihan, Dordogne, Haute-Garonne, Charente-Inférieure, Calvados, Sarthe, Hérault, Basses-Pyrénées, Gard, Aveyron, Vendée, Orne, Oise, Vosges, Allier, chacun trois sénateurs.

Tous les autres départements, chacun deux sénateurs.

L'arrondissement de Belfort, les départements de l'Algérie, les quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des Indes françaises élisent chacun un sénateur.

Art. 3. Nul ne peut être sénateur, s'il n'est Français, âgé de quarante ans au moins, et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

Art. 4. Les sénateurs des départements et des colonies sont élus à la majorité absolue, et, quand il faut un scrutin de liste, par un collége réuni au chef-lieu du département ou de la colonie et composé :

1o Des députés ;

2o Des conseillers généraux ;

3o Des conseillères d'arrondissement ;

4o Des délégués élus, un par chaque conseil municipal, parmi les électeurs de la commune.

Art. 5. Les sénateurs nommés par l'Assemblée sont élus au scrutin de liste, à la majorité absolue des suffrages.

Les sénateurs des départements et des colonies sont élus pour neuf ans et renouvelables par tiers, tous les trois ans.

Au début de la première session, les départements seront divisés en trois séries contenant chacune un nombre égal de sénateurs ; il sera procédé, par la voie du tirio, à la désignation des séries qui devront être renouvelées à l'expiration de la première et de la deuxième période triennale.

Art. 7. Les sénateurs élus par l'Assemblée nationale sont inamovibles.

En cas de décès, démission ou autre cause, il sera, dans les deux mois, pourvu au remplacement par le Sénat lui-même.

Art. 8. Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois.

Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle.

Art. 9. Le Sénat peut être constitué en cour de justice pour juger, soit le président de la république, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat.

Art. 10. Il sera procédé à l'élection du Sénat un mois avant l'époque fixée par l'Assemblée nationale pour sa séparation, et constituera le jour où l'Assemblée nationale se séparera.

LA LOI CONSTITUTIONNELLE SUR LES POUVOIRS PUBLICS.

Le *Journal officiel* promulgue la loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, telle que l'assemblée l'a adoptée. Nous croyons devoir en reproduire les dispositions :

Art. 1er.—Le Sénat et la Chambre des députés se réunissent chaque année, le second mardi de janvier, à moins d'une convocation antérieure faite par le président de la République.

Les deux Chambres doivent être réunies en session cinq mois au moins chaque année. La session de l'une commence et finit en même temps que celle de l'autre.

Le dimanche qui suivra la rentrée, des prières publiques seront adressées à Dieu dans les églises et dans les temples pour appeler son secours sur les travaux des Assemblées.

Art. 2.—Le président de la République prononce la clôture de la session. Il a le droit de convoquer extraordinairement les Chambres. Il devra les convoquer si la demande en est faite, dans l'intervalle des sessions, par la majorité absolue des membres composant chaque Chambre.

Le président peut ajourner les Chambres. Toutefois l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni avoir lieu plus de deux fois dans la même session.

Art. 3.—Un mois au moins avant le terme légal des pouvoirs du président de la République, les Chambres devront être réunies en Assemblée nationale. Il est nommé pour sept ans ; il est rééligible.

A défaut de convocation, cette réunion aura lieu de plein droit le quinzième jour avant l'expiration de ses pouvoirs.

En cas de décès ou de démission du président de la République, les deux Chambres se réuniront immédiatement et de plein droit.

Dans le cas où, par application de l'article 5 de la loi du 25 février 1875, la Chambre des députés se trouverait dissoute au moment où la période de dix mois à pourvoir devient vacante, les collèges électoraux seraient aussitôt convoqués, et le Sénat se réunirait de plein droit.

Art. 4.—Les séances du Sénat et celles de la Chambre des députés sont publiques.

Néanmoins, chaque Chambre peut se former en comité secret sur la demande d'un certain nombre de ses membres, fixé par le règlement.

Elle décide, à la majorité absolue, si la séance doit être reprise en public p même sujet.

Art. 6.—Le président de la République communique avec les Chambres par des Messages qui sont lus à la tribune par un ministre.

Les ministres ont leur entrée dans les deux Chambres et doivent être entendus quand ils le demandent. Ils peuvent se faire assister par des commissaires désignés, pour la discussion d'un projet de loi déterminé, par décret du président de la République.

Art. 4.—Le président de la République promulgue les lois dans le mois qui suit la transmission au gouvernement de la loi définitivement votée. Dans le délai susdit, les trois jours les lois dont la promulgation, par un vote exprès dans l'une et l'autre Chambre, aura été déclarée urgente.

Dans le délai fixé pour la promulgation, le président de la République peut, par un message motivé, demander aux deux Chambres une nouvelle délibération qui ne peut être refusée.

Art. 8.—Le président de la République négocie et ratifie les traités. Il en donne connaissance aux Chambres aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.

Les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres.

Nulle cession, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi.

Art. 9.—Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambre.

Art. 10.—Le chef de l'Etat exerce en juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection ; elle peut seule recevoir leur démission.

Art. 11.—Le bureau de chacune des deux Chambres est élu chaque année pour la durée de la session, et pour toute session extraordinaire qui aurait lieu avant la session ordinaire de l'année suivante.

Lorsque les deux Chambres se réunissent en Assemblée nationale, leur bureau se compose des présidents, vice-présidents et secrétaires du Sénat.

Art. 18.—Le président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat.

Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat.

Le Sénat peut être constitué en cour de justice par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'Etat.

Si l'instruction est commencée par la juridiction ordinaire, le décret de convocation du Sénat doit être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi.

Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement.

Art. 13.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 14.—Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Délibéré, en séances publiques, à Versailles, les 22 juin, 7 et 16 juillet 1875.

Le président,
Signé : duc d'AUDIFFRET-PASQUIER.
Les secrétaires,
Signé : Félix Voisin, E. Duchatel, E. Lamy, Louis de Ségur, vicomte Blin de Bourdon.

Le président de la République promulgue la présente loi,

Maréchal MAC MAHON,
duc de MAGENTA.

Le vice-président du conseil,
ministre de l'intérieur,
BUFFET.

ANALYSE DE LA LOI MILITAIRE DU 27 JUILLET 1873.

AU POINT DE VUE DES PÉNALITÉS.

Le travail suivant que monsieur le Consul de France a bien voulu nous communiquer, complète les informations que nous avons déjà données sur le service militaire en France.

Tout Français ayant plus de vingt ans et moins de quarante ans doit le service Militaire,

Soit dans l'armée active,
Soit dans la réserve de l'armée active,
Soit dans l'armée territoriale,
Soit dans la réserve de l'armée territoriale.

TOUT FRANÇAIS ENTRE VINGT ET QUARANTE ANS, SANS AUCUNE ESPÈCE D'EXCEPTION POUR QUELQUE CAUSE QUE CE SOIT, DOIT SE FAIRE INSCRIRE SUR LE REGISTRE AD HOC TENU AU CONSULAT LE PLUS VOISIN DE SA RÉSIDENCE.

Quiconque ne se fait pas inscrire est déféré aux Tribunaux ordinaires, et paie d'une amende de dix francs à deux cents francs ; il peut, en outre, être condamné à un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

En temps de guerre la peine est double.

Toutefraude ou manœuvre par suite de laquelle un jeune homme a été omis dans les tableaux de recensement ou de tirage est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Les auteurs ou complices sont punis des mêmes peines.

Tout homme qui, ayant reçu un ordre de route, ne se rend pas à sa destination dans les délais fixés, est puni, sauf le cas où il peut présenter une excuse valable, d'un mois à un an de prison et tempe de paix et de deux à cinq ans en temps de guerre. Dans ce dernier cas, à l'expiration de sa peine, il est envoyé dans une compagnie de discipline.

En temps de guerre les noms des insoumis sont affichés dans toutes les Communes du Canton de leur domicile.

Quiconque a reçolé ou pris à son service un insoumis, en favorisé son évasion, empêché ou retardé le départ d'un jeune homme est puni de vingt à deux cents francs d'amende, et d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à six mois.

Ne compte pas pour les années de service militaire, le temps passé en prison en vertu d'un jugement.

Le Consul refuse désormais sa protection à tout français qui ne se sera pas conformé aux prescriptions de la Loi Militaire.

COMITÉ CENTRAL DÉMOCRATIQUE DU PARTI DÉMOCRATE CONSERVATEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Nouvelle-Orléans, 20 août 1875.

Les résolutions suivantes ont été adoptées par le comité et la publication en a été ordonnée :

1. Résolu, que le comité juge inopportun de convoquer une convention, rien n'étant suffisamment pour rendre cette convocation nécessaire.

2. Résolu, que ce comité, quand le moment sera venu, convoquera une Convention Démocratique d'Etat pour désigner les candidats et pour donner à tous les éléments opposés au radicalisme l'occasion de se joindre au parti national démocratique dans la campagne électorale de 1876.

3. Résolu, que les démocrates et les conservateurs dans tout l'Etat, sont invités à s'assembler dans leurs paroisses et districts respectifs et de nommer les délégués qui devront être chargés de donner pour instructions à leurs représentants, dans l'Assemblée générale, de ne voter aucun subsides ou allocations pour le soutien du gouvernement Kellogg jusqu'à ce que les lois d'enregistrement et d'élection injustes et organiquement frauduleuses actuellement en vigueur aient été rappelées.

ROBERT H. MARR,
Président du comité central d'Etat.
OSCAR ARROYO, Secrétaire.

LOUISIANA EQUITABLE LIFE INSURANCE COMPANY,

AU COIN DES RUES

GRAVIER ET CARONDELET,

NLLE-ORLÉANS.

La demande de patronage repose sur les faits suivants :

C'est une compagnie locale dont la charte a été accordée par l'Etat de la Louisiane ; sa fondation date de huit ans ; elle a traversé de grandes épidémies, de grandes paniques et a fait face à toutes ses obligations ; sa réserve actuelle est une garantie pour chacun des porteurs de polices ;

Elle est dirigée par nos propres citoyens, et ses fonds étant augmentent placés au Sud, elle vient en aide à nos différentes entreprises. Tel n'est pas le cas avec les compagnies étrangères qui, tous les ans, nous enlèvent des millions de piastres qu'elles investissent au Nord et privent le peuple des avantages qu'il retirerait d'une assurance à l'EQUITABLE, compagnie locale.

La compagnie LOUISIANA EQUITABLE n'établit pas de distinctions au préjudice des habitants du Sud en exigeant des taux extra à l'instar d'un grand nombre de compagnies du Nord ; ses conditions sont les mêmes pour les deux sections lorsque les garanties sont bonnes.

Elle agit avec libéralité et règle promptement. Les citoyens n'ont qu'à gagner en s'adressant à une compagnie locale où ils peuvent faire tous les changements et conclure tous les arrangements qui leur conviennent.

Elle est mutuelle ; les porteurs de polices participent aux bénéfices.

Elle indique dans ses imprimés, des polices qui ne sauraient être forfaites et permet aux assurés de voyager et de résider dans une partie quelconque des Etats-Unis et de l'Europe.

Les personnes qui ignorent le système d'assurance sur la vie croient généralement, mais à tort, que plus l'actif d'une corporation est fort, plus elle est à même de faire face aux pertes. Nous le répétons—c'est à tort ; une compagnie dont l'actif est d'un million de piastres, et le passif d'un demi million est bien plus solide que celle dont l'actif est de vingt millions et le passif de vingt-un millions.

La chose la plus importante pour un assuré est de savoir que la compagnie qui l'assure est bien dirigée. De petites opérations bien dirigées sont de beaucoup plus sûres que les grandes mais folles transactions.

L'actif considérable de nombreuses compagnies du Nord représentent leurs dettes et non leur solvabilité ; celle-ci dépend de leur actif proportionnellement à leur passif.

La compagnie LOUISIANA EQUITABLE a payé dans les huit dernières années, plus d'un quart de million de piastres à des veuves et à des orphelins.

Si vous cherchez l'HONNETETÉ et la SURETÉ,

Assurez vos jours au LOUISIANA EQUITABLE INSURANCE COMPANY, organisation locale, dont voici les directeurs :

SAMUEL MANNING TODD, président,
WM. B. SCHMIDT, vice-président,
R. W. OGDEN, second vice-président et directeur,
WM. HENDERSON, secrétaire.

—DIRECTEURS—

A. THOMSON, E. B. BRIGGS,
HENRY ABRAHAM, W. B. SCHMIDT,
DAVID WALLACE, JOHN J. ADAMS,
J. B. CAMORS, CHAS. CHAFFE,
B. T. WALSHE, JOHN HENDERSON,
R. W. OGDEN, JAS. I. DAY,
E. A. TYLER, E. W. FAIRCHILD,
GEO. A. FOSDICK, HENRY M. PAYNE,
J. W. STONE, S. B. NEWMAN,
ALEX. MARKS, JOHN H. PIKE,
H. J. VOSE, J. B. LALLANDE,
2 sept—3m

Restaurants, Hôtels, &c.

M. JEAN MAILLHO,

Propriétaire du Restaurant de Toutes Saisons.

PRÉVIENT ses amis de la ville et de la campagne, aussi que le public en général, qu'il a pris le Restaurant de Toutes Saisons au No. 153 de la rue Chartres, près Jefferson. Il informe en outre ses amis qu'il a des salons particuliers au premier et des chambres meublées à louer à la semaine ou au mois. Les personnes de la ville et de la campagne y trouveront tout le confort désirable. Le restaurant sera ouvert jusqu'à minuit.

10 juin—1an

Commercial Restaurant,

107.....Rue de la Douane.....107

M. GERMAIN & AUGUSTE,

PROPRIÉTAIRES.

ON y trouvera, pour ce qui en saison fournit de plus délicat et toute espèce de vins de choix ; tout ce qu'il faut pour les soirées, les mariages, &c. Les salons particuliers au premier ; des chambres élégamment meublées à louer à la semaine ou au mois, à des prix réduits.

Le restaurant est ouvert jusqu'à minuit.

4 oct—1an

Société de secours de 1875.

APPEL AU PEUPLE

En faveur des personnes sans emploi.

VU le grand nombre de personnes qui sont actuellement sans emploi, à la Nlle-Orléans, à cause du déplorable état des affaires, la suspension des travaux publics et manufactures ; vu la morte saison et l'augmentation alarmante de la misère au milieu de nous—le comité demande, au nom des malheureux, des secours en vivres et en argent, secours qui lui permettront d'accomplir la mission pour laquelle la Société a été créée.

Les fermiers de l'Etat sont priés de faire savoir le nombre de travailleurs et de travailleuses qu'il leur faut.

Adresser l'argent à l'un des membres du comité et les provisions au No 68 de la rue du Camp.

W. J. BEHAN, 14 Nlle-Levée.
R. M. MONTGOMERY, 87 Camp,
P. S. WELTZ, 21 Perdido..
W. A. BELL, 18 Union.
J. M. PUTNAM, 81 Carondelet.
C. E. GIRARDEY, 21 Camp.
JNO. L. ADAMS, 47 rue Peters.
W. H. HARRIS, 68 Camp.
S. M. WIGGINS, 85 Camp.
THOS. A. ADAMS, Président.
JOHNSON ARMSTRONG, Vice-Président.
1 juin—3m J. C. POTTS, Secrétaire.

Maison établie en 1855.

Dépôts des Moulins à coton Eagle

—ET—

Machines de toute sorte.

W. L. CUSHING.

NO. 61 DE LA RUE ST-CHARLES,

Coin Union.

LE plus grand et le meilleur assortiment de Machines de toute sorte qu'il y ait au Sud se trouve ici, prêt à livraison immédiate au Dépôt de Machine de W. L. CUSHING, au No. 61 de la rue St-Charles, Nlle-Orléans. Comme M. Cushing est l'agent de l'une grande et, des plus recommandable fabrications de ce pays, toutes les Machines sortant de ses magasins sont entièrement garanties sous tous les rapports. L'attention spéciale des Planteurs est appelée sur ce fait que le meilleur MOULIN A COTON qui existe et les meilleures APPAREILS A SUCRE, les meilleures CHAUDIERES A SUCRE et les meilleures MACHINES A VAPEUR sont vendues par cette maison. Son assortement en ARBRES DE COUCHE, POULIES, COUSSINETS et MANCHONS d'arbre de Couche, est le plus grand qu'on puisse trouver au Sud.

Les Marchandises de J. Campagne qui vont ont agi comme agents de la maison reçoivent les remarquables plus libérale.

MOULIN A COTON "EAGLE" PERFECTIONNÉ.

La grande popularité des Moulins à Coton de l'Aigle est fondée sur le fait bien connu qu'ils sont les plus libres, les plus forts et les mieux construits de tous les Moulins à Coton connus. Les Moulins tournent plus rapidement que ceux des autres, ce qui est un grand avantage pour les Planteurs qui se servent de Mandrin à chevaux. Ils nettoient plus vite. Il en faut moins pour le Moulin de l'Aigle, certifient que lorsque la force est employée à faire tourner le Moulin à Coton au lieux de nettoyer le coton proprement un grand stock dans ses imperfections de la Nouvelle Orléans. Toujours prêtes à être expédiées sur demande.

Les planteurs qui désirent un moulin recommandable, n'ont qu'à s'adresser à W. L. CUSHING, qui est l'agent de la Grande Bascule à main de l'étoile à main gauche,

Le Planteur a non seulement qu'à reçu le grand prix à St-Louis et qui a rapporté tant de milliers de dollars à un grand nombre de Planteurs d'Etat avait été décerné dans un Moulin à Coton de l'Aigle.

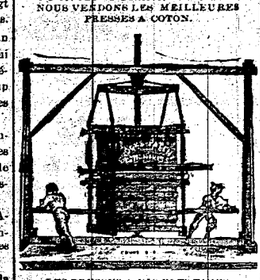
PRIX :

Les prix ont été réduit sa seulement 12 cents la acre.

Tous ordres doivent être adressés à :

W. L. CUSHING,
No 61, rue St-Charles, Nlle-Orléans.

NOUS VENDONS LES MEILLEURES PRESSES A COTON.



LES PRESSES A VIS ROTATIVES, BROOKS.

ont été vendues pendant les cinq dernières années, et donné une satisfaction parfaite, qui a grand augmenté avec deux ouvriers.

PRESSE PATENTÉE DE HART, A VIS, DE NEWELL PERFECTIONNÉE.

Cette presse est une grande amélioration sur la Presse à vis de Newell ; elle fonctionne plus vite qu'aucune autre presse, et n'a pas d'égale comme presse à force animale.

Les planteurs désireux d'une bonne presse à coton, soit presse à main, soit presse à force animale, soit à vapeur, trouveront les presses ci-dessus les meilleures du marché et à des prix très bas. A vendre aussi la vieille et reconnue Presse à vis de Newell de toutes grandeurs ; cette qu'elle a été perfectionnée en 1875.

A vendre à l'EAGLE COTTON GIN DEPOT. par W. L. CUSHING,
No 61, rue St-Charles, Nlle-Orléans.

MOULINS A SUCRE VICTOR

—ET—

Evaporateurs de

COOK.

Un grand assortiment de toutes grandeurs de moulins à sucre VICTOR et d'évaporateurs de COOK, ainsi que des moulins à sucre de NILE, et des CHAUDIERES à sucre en fer du Tennessee